

ÉCONOMIE

APRÈS L'ANNULATION DU CONTRAT AVEC
CENTROTHERM PHOTOVOLTAÏCSLe projet photovoltaïque
de Rouiba va être relancé

Le groupement allemand Centrotherm photovoltaïcs AG et Kinetics Germany GmbH avait remporté le projet de réalisation d'une usine de fabrication de modules photovoltaïques à Rouiba (Alger) pour un investissement de 29,8 milliards de dinars en février 2011.

Le projet de l'usine de fabrication de modules photovoltaïques de Rouiba n'est pas remis en cause, malgré l'annulation du contrat avec les Allemands, selon une source proche du dossier. On se souvient qu'au mois de juin, la compagnie allemande Centrotherm, qui avait remporté le projet en 2011 dans le cadre d'un consortium (Centrotherm photovoltaïcs AG et Kinetics Germany GmbH) avait annoncé dans un bref communiqué avoir reçu une lettre de la Compagnie d'engineering de l'électricité et du gaz (CEEG, filiale du groupe Sonelgaz) l'informant de l'annulation du contrat de construction d'une usine de modules photovoltaïques. Le montant du contrat était de 290 millions d'euros, selon Centrotherm qui a indiqué être en train d'étudier les conséquences de cette annulation. En réalité, les ennuis de Centrotherm ont commencé sérieusement en juin 2012. La compagnie, qui subissait la crise vécue par le secteur du solaire, a vu sa situation financière devenir tendue et les assureurs-crédit ont commencé à lui couper les vivres. Même les banques lui avaient fermé l'accès à des lignes de crédit. Depuis le début de l'année 2012, les faillites d'entreprises spécialisées dans le solaire en Allemagne ont marqué le secteur. La concurrence



Unité de montage de panneaux photovoltaïques

des entreprises chinoises qui fabriquent du matériel pour le solaire moins cher et la réduction du soutien de l'Etat à l'industrie photovoltaïque étaient les principales causes de la chute. Il faut rappeler que le groupement allemand Centrotherm photovoltaïcs AG et Kinetics Germany GmbH avait remporté le projet de réalisation d'une usine de fabrication de modules photovoltaïques à Rouiba (Alger) pour un investissement de 29,8 milliards de dinars en février 2011. Ce projet s'inscrivait dans le programme national

de développement des énergies renouvelables. L'usine devait produire des modules photovoltaïques d'une puissance de 100 à 120 MWC par an. A l'époque, selon les promoteurs du projet, la compagnie allemande Centrotherm était leader mondial dans le solaire.

Les difficultés financières de Centrotherm et l'annulation du contrat posent le problème de la poursuite du projet, qui est quand même important pour la fièvre solaire en Algérie. Selon une source proche du dossier, le projet n'est pas remis en cause. Lors

de l'apparition des premières difficultés, la source a indiqué que «les responsables chargés de la réalisation du projet avaient le choix entre résilier le contrat et relancer l'appel d'offres avec le risque de tomber sur un constructeur de moindre envergure et qui ne serait pas à l'abri d'une insolvabilité, ou profiter de cette récession et de la baisse des prix pour améliorer la rentabilité du projet. Ils ont préféré prendre leurs responsabilités et retenu la dernière variante». «Malheureusement, le processus de sortie de crise a été plus long que prévu. Cette société n'en est pas sortie indemne et la résiliation a été prononcée conformément aux dispositions contractuelles y afférentes.» «Toutefois, les travaux de construction se poursuivent et la mise en service de l'usine ne connaîtra pas plus de 15 mois de retard», selon la même source. «Des consultations pour l'acquisition des équipements seront relancées et les premiers modules sortiront en 2014 et la réception de l'usine est prévue pour juin 2015.»

«La résiliation du contrat a eu lieu aux torts exclusifs du constructeur Centrotherm photovoltaïcs AG et Kinetics Germany GmbH, conformément aux dispositions contractuelles y afférentes», toujours selon la même source. Lies Sahar

IMPORTATION
DE LAITLa facture en
baisse de plus
de 4%

Les importations algériennes de lait s'élevaient, entre janvier et mai de l'année en cours, à 484,14 millions de dollars contre 505,99 millions de dollars à la même période de 2012, en baisse de 4,32%, selon un bilan du Centre national de l'informatique et des statistiques (CNIS), relevant des Douanes nationales. L'Algérie a importé 128 048 tonnes les cinq premiers mois de 2013 contre 126 720 tonnes à la même période de 2012, enregistrant une légère hausse (1,05%), a précisé le CNIS, cité hier par l'agence APS. Pour effectuer ces achats, l'Algérie a profité de la «baisse sensible» des prix du lait sur le marché international durant le premier trimestre 2013, selon les explications de l'Office national interprofessionnel du lait (ONIL), principal importateur public de la poudre de lait. Les importations de lait de transformation ont atteint 314,8 millions de dollars, durant le premier trimestre 2013, en hausse de 11,7% par rapport à la même période en 2012. Durant le 2e trimestre (avril, mai et juin), les prix du lait ont enregistré en revanche «une forte hausse», les prix de la poudre de lait entier ayant dépassé les 5000 dollars la tonne et les 4000 dollars la tonne pour la poudre de lait écrémé, selon Fethi Messar, directeur général de l'ONIL. La tonne de poudre de lait a augmenté de 60% depuis le début de l'année à fin juin dernier. L'indice FAO des prix des produits laitiers a bondi de 22 points en mars, à 225 points, soit l'une des plus fortes évolutions jamais enregistrées. Cette hausse marquée est due au temps chaud et sec qu'a connu l'Océanie, qui a provoqué une chute de la production de lait et une baisse de la transformation de produits laitiers dans la région. A l'origine de cette hausse des prix, le DG de l'ONIL a évoqué la sécheresse en Nouvelle-Zélande et un hiver très rigoureux et plus long en Europe. La production laitière de la Nouvelle-Zélande, principal exportateur de produits laitiers dans le monde, qui représente près d'un tiers des échanges mondiaux, est très dépendante de la météo. Les prix à l'exportation de produits laitiers ont également progressé pour d'autres exportateurs majeurs, tels que l'Union européenne et les Etats-Unis, mais pas dans les mêmes proportions. L'Algérie débourse, pour rappel, annuellement entre environ 47 milliards de dinars au soutien de la fièvre lait pour réduire la facture d'importation et encourager la production nationale qui se situe entre 2,5 milliards à 3 milliards de litres par an. En 2012, la facture du lait et des produits laitiers s'élevait à 1,19 milliard de dollars en 2012 contre 1,42 milliard en 2011. H. L.

MACHINISME AG RICOLE ET DE TRAV AUX PUBLICS

L'UFMATP nourrit l'ambition
de l'exportation

L'UFMATP est leader en matière de pompes à béton avec 50% de parts de marché. Pour la bétonnière, l'entreprise accapare près de 30% du marché de la production nationale.

Fondée en 2001 par la famille Aziez à Aftis, dans la commune de Boudjellil, au sud de la wilaya de Béjaïa, l'Unité de fabrication de machines agricoles et de travaux publics (UFMATP) n'a cessé de grandir, entraînée par un secteur du bâtiment boosté par le programme «un million de logements» lancé par le gouvernement. Avec un carnet de commandes bien rempli et un stock nul, l'entreprise affiche une très belle marge de progression. Elle compte, aujourd'hui, 400 salariés et plus de 30 sous-traitants qui lui fournissent des sous-ensembles servant à sa production de bétonnières et de pompes à béton essentiellement. Spécialisée dans la fabrication de machines pour le bâtiment et l'agriculture, l'UFMATP est une entreprise de taille moyenne qui a su profiter du contexte favorable dans le BTP pour grandir et se tailler une bonne place dans ce créneau.

«Nous travaillons à plein temps en deux équipes, 16 heures sur 24. Nous avons les moyens de créer une troisième équipe, mais nous faisons actuellement face à des problèmes de maintenance qui nous empêchent de le faire», affirme Farid Aziez, directeur de

l'entreprise. Actuellement, l'entreprise a pour politique de se rapprocher de sa clientèle à travers l'implantation de plusieurs directions régionales et un réseau d'agents agréés qui assurent un bon suivi du produit. Par rapport au marché national, l'UFMATP est leader en matière de pompes à béton avec 50% de parts de marché. Pour la bétonnière, l'entreprise accapare près de 30% du marché de la production nationale.

Aujourd'hui, les possibilités d'exportation sont réelles. «La clientèle des pays limitrophes a exprimé un grand intérêt pour nos produits à l'occasion des foires internationales auxquelles nous avons participé. Malheureusement, des réticences demeurent vis-à-vis des transactions douanières. Les pouvoirs publics doivent encore fournir des efforts pour accompagner les industriels à l'exportation», soutient encore Farid Aziez.

Des extensions sont nécessaires pour réaliser les objectifs de l'entreprise. «Il y a une demande nationale très forte. A l'avenir, il y aura des possibilités d'exportation, mais il faut d'abord satisfaire le marché national. Nous ne pouvons pas exporter vers les pays voisins

où s'exprime une forte demande avec un stock nul. Il nous faudrait d'abord prévoir des extensions», ajoute le jeune PDG.

Malgré la forte concurrence du produit importé, le produit local se porte bien. Avec un taux de plus de 60% d'intrants locaux et un peu moins de 40% d'intrants importés, le produit local est très compétitif aussi bien au niveau de prix que de la qualité. «Nos ingénieurs et techniciens travaillent sans cesse à l'amélioration de nos produits», dit-il encore.

Certains obstacles, cependant, entravent la bonne marche de cette jeune entreprise. Il s'agit de la non-disponibilité du foncier industriel, des lourdeurs de l'administration pour l'application des lois comme pour la récupération de la TVA, l'encombrement de la RN2 et la non-concrétisation des promesses de lancement de nouvelles zones d'activités industrielles dans la région.

Malgré tout, des projets d'extension sont déjà lancés après l'acquisition d'un terrain dans un wilaya limitrophe. L'UFMATP compte lancer de nouveaux projets ; il s'agit notamment de produire des grues fixes pour chantiers et de mini-centrales à béton. Djamel Alilat

AIDE À
L'EXPORTATION
Une association
est née

L'association nationale Algérie conseil export est née. L'ACE, présidée par Smail Lalmas, représente les experts conseillers et les formateurs et s'engage à dynamiser et à accompagner les entreprises algériennes ayant pour objectif de se lancer à l'international. Selon un communiqué parvenu à la rédaction, l'Association ambitionne de regrouper les professionnels dans le cadre d'une expertise diversifiée dans différents métiers de l'export pour devenir le partenaire privilégié dans l'accompagnement et la mise en œuvre de la politique de l'export en Algérie.

Les objectifs poursuivis par l'ACE englobent notamment l'aide au développement et au renforcement des capacités des entreprises à l'international, la participation à la mise en place d'une charte nationale de l'exportation, l'encadrement et la formation des principaux acteurs des entreprises exportatrices, la participation aux différentes manifestations dans le domaine de l'export et la création de cellules de réflexion avec d'autres partenaires sur la réglementation liée à l'exportation. R. E.